supposition, car Laurent rejette de prime abord l'idée que l'article 41 puisse jamais s'appliquer au cas des professeurs du séminaire qui ne sont pas des employés publics, « le nom d'emploi public ne pouvant convenir qu'à des fonctions civiles qui sont conférées par l'Etat et non à des fonctions ecclésiastiques dont le pouvoir et la mission émanent de l'Eglise ». Le roi ne pourra admettre cette assimilation de prêtres à des fonctionnaires, car « par cette extension ils seraient soustraits à la libre nomination de leur Chef », privilège qu'il a expressément reconnu à ce dernier.¹⁾

En invoquant cette liberté d'organisation de l'Eglise qui commande toutes ses initiatives, Laurent espère gagner l'appui préalable du roi. Le 5 mars suivant il en entretient le gouverneur dans une lettre confidentielle destinée simplement à sonder les dispositions du chef de l'administration civile. Confessant ses embarras pour trouver dans les rangs du clergé luxembourgeois assez de sujets fortement instruits il en donne la raison suivante : « dans les instituts où il a été formé jusqu'ici les études théologiques n'étant pas tant calculées à produire de savans professeurs pour l'enseignement que de bons praticiens pour le saint ministère, lequel plus tard ne leur laissa plus de loisir de se pousser eux-mêmes dans les sciences sacrées. » Le besoin impérieux de faire appel à plusieurs ecclésiastiques étrangers s'est fait sentir ; mais avant d'engager définitivement les professeurs qu'il a en vue, le vicaire apostolique voudrait être rassuré sur l'attitude que le conseil gouvernemental adoptera à cet égard pour qu'ils ne puissent être privés des traitements alloués à leurs fonctions.²⁾

Dans cette lettre Laurent insiste sur le caractère provisoire et exceptionnel de sa démarche. Il prévoit pourtant de nouveaux débats difficiles, le roi ayant donné à la requête du 27 janvier une réponse peu encourageante : il ne saurait en ce moment s'expliquer sur le fond de la chose. Ce qui signifie qu'il reste sceptique sur la portée de l'initiative du vicaire et qu'il prendra l'avis du conseil de gouvernement. La décision risque d'être renvoyée à une date imprécise. Réduisant ses exigences Laurent sollicite donc du roi de vouloir décider à titre transitoire, en laissant de côté la question de principe, que les traitements prévus soient accordés aux ecclésiastiques étrangers pressentis. Ce provisoire cesserait au bout de quelques années, car ces prêtres ou bien demanderaient la naturalisation, ou bien préféreraient retourner dans leurs pays pour faire place aux candidats luxembourgeois qui auraient entretemps achevé leurs études préparatoires.³⁾ Dans cette dernière lettre Laurent fait état d'un échange de vues avec le gouverneur qui lui a fait une déclaration conciliante, « parce que, disait-il,

¹⁾ Laurent au roi, 27 janvier 1844. Arch. de l'Evêché.

²⁾ Laurent au gouverneur, 5 mars 1844, *ibid.*

³⁾ Laurent au roi, 26 mars 1844. *ibid.*